



Le 13 mai 2015,

**D' Jim Yong Kim**

Président du Groupe de la Banque mondiale

1818 H Street, NW

Washington, DC

**Objet : lettre ouverte commune en réaction à votre discours dans lequel vous soutenez Bridge International Academies**

Monsieur le Président Kim,

Si nous vous adressons ces mots aujourd'hui, c'est pour vous faire part de notre profonde inquiétude à l'égard du discours que vous avez prononcé le 7 avril 2015, intitulé « Mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 : l'offensive finale », dans lequel vous avez fait l'apologie de Bridge International Academies (BIA), cette chaîne d'écoles primaires privées, à but lucratif et demandant des frais de scolarité, au Kenya et en Ouganda. Dans le contexte d'un discours sur l'éradication de la pauvreté, vos remarques laissent entendre que la Banque mondiale considère que ce modèle doit être promu et élargi par le biais des politiques publiques, et qu'il est acceptable et souhaitable que des citoyen(ne)s et des communautés pauvres paient pour bénéficier d'une éducation de base. Au cours des deux dernières décennies, la communauté internationale s'est battue pour abolir les frais de scolarité en raison de leurs retombées négatives sur les populations pauvres, et de leur rôle manifeste dans le creusement des inégalités. Nous sommes profondément troublés de constater que ce modèle de scolarisation payante soit à présent mis en avant comme un moyen de mettre fin à la pauvreté.

Dans votre discours, vous avez prétendu que, grâce à ces écoles, « [a]près deux années environ, les résultats moyens de [leurs] élèves en lecture et en calcul ont largement dépassé ceux de leurs camarades des écoles publiques ». Vous avez en outre déclaré que ces résultats avaient pu être atteints pour un coût d'« à peine »

6 dollars par mois. Vous sous-entendez par-là que 6 dollars représentent une somme modeste valant la peine d'être payée pour être scolarisé. Cependant, cela témoigne également d'un manque de connaissance de la situation que vivent les populations les plus pauvres de nos pays.

En réalité, selon le niveau scolaire, les frais de scolarité demandés par BIA varient entre 6,5 et 9 dollars. Outre ces frais, les familles doivent également s'acquitter de coûts supplémentaires considérables, notamment pour les uniformes (environ 18,5 \$ par an), les frais d'examens (de 2 à 3 \$ par trimestre) les livres ou autres transferts d'argent. Selon les estimations, le montant réel que BIA recevrait chaque mois par enfant oscillerait entre 9 et 13 dollars par mois – hors repas, ce que BIA peut pourvoir pour un montant de 7 \$ supplémentaires par mois. Ces coûts sont ou bien rédhibitoires ou requièrent des sacrifices considérables pour bon nombre de Kényans et d'Ougandais.

Pour la moitié la plus pauvre des ménages kényans, qui gagnent 7 000 KES (75 \$) par mois, voire moins, envoyer trois enfants à Bridge Academies représenterait **pas moins de 24 % de leur revenu mensuel, en prenant un coût mensuel de 6\$**. Si l'on tient compte d'un coût plus réaliste de 17 \$ par mois, pour inclure les repas à l'école, cette part s'élèverait alors à **pas moins de 68 % de leur revenu mensuel**. Pour les 47 % de la population kényane vivant en dessous du seuil de pauvreté – soit près de la moitié des habitant(e)s du pays –, toute dépense consacrée à l'éducation, ne fut-ce que 6 \$, implique le sacrifice d'un autre droit fondamental à leur survie, tel que les soins de santé, l'alimentation ou encore l'eau. Dans la mesure où près d'un enfant kényan sur six en âge d'aller à l'école primaire n'est pas scolarisé, la plupart du temps pour des raisons financières, un modèle promouvant une éducation payante continuera de laisser ces enfants de côté.

En Ouganda, la situation n'est guère différente. Si la moitié des ménages ougandais gagnent 200 000 USH (environ 68 \$) par mois, voire moins, 21 % des ménages ont quant à eux des revenus mensuels inférieurs à 100 000 USH (34 \$). Ainsi, ce cinquième de la population ne peut même pas se permettre d'acheter suffisamment de nourriture. Envoyer 3 enfants à BIA équivaldrait pour ces familles à consacrer **52 % de leur salaire mensuel** à leur éducation, en prenant un coût mensuel de 6 \$, et plus probablement jusqu'à 75% de leur revenu, en se fondant sur le chiffre plus réaliste de 17 \$ par mois. Une telle dépense est inconcevable pour ce segment de la population. Demander des frais exclurait également les 9 % d'enfants ougandais qui ne sont actuellement pas scolarisés, et entraînerait indubitablement une hausse du taux de décrochage scolaire, comme l'indiquent les études qui démontrent que les frais de scolarité représentent l'obstacle à l'éducation le plus fréquemment cité par les parents dont les enfants ont abandonné l'école, ou n'ont jamais été scolarisés.

Dans votre discours, vous avez également affirmé que les élèves de Bridge Academies obtenaient de meilleurs résultats que ceux des écoles publiques. Or, nous n'avons à ce jour eu connaissance d'aucune étude académique indépendante sur Bridge Academies et il apparaît que les données que vous avez citées proviennent d'une étude menée par BIA elle-même. D'autres informations relatives aux établissements BIA remettent en question ces allégations de qualité supérieure. A titre d'exemple, les enseignant(e)s ne disposent que de 5 semaines de formation et doivent s'appuyer sur des cours scénarisés et standardisés. Si la technologie est certes un outil prometteur permettant d'améliorer l'apprentissage, elle ne peut en aucun cas se substituer à un(e) enseignant(e) qualifié(e).

Si la Banque mondiale souhaite véritablement améliorer l'éducation au Kenya et en Ouganda, elle doit soutenir nos gouvernements et les aider à développer et à améliorer nos systèmes d'éducation publique, à offrir une éducation de qualité pour tous et gratuite, et à renverser les autres obstacles financiers qui se dressent en travers de l'éducation. Cependant, que ce soit dans les systèmes d'éducation de base kényans ou ougandais, la Banque mondiale ne recense aucun investissement en cours de la part de l'Association internationale de développement

(IDA), et aucun engagement de ce type n'est prévu à ce jour. L'an dernier, en revanche, la Société financière internationale, filiale de la Banque mondiale dédiée aux prêts au secteur privé, a investi 10 millions de dollars dans Bridge International Academies afin de soutenir son expansion. Il est alarmant de constater que le Groupe de la Banque mondiale soutienne une éducation payante, à but lucratif et privée, au lieu d'une éducation de base publique et gratuite, au Kenya et en Ouganda. Au vu du pouvoir entre les mains de la Banque mondiale pour influencer le développement, cette situation est de mauvais augure pour l'avenir.

L'enseignement public primaire est, en droit, gratuit en Ouganda et au Kenya. Le droit international des droits de l'Homme requière également que ces pays fournissent une éducation de qualité gratuite. La Banque Mondiale devrait travailler à soutenir les pays tels que l'Ouganda et le Kenya afin qu'ils puissent s'assurer que les normes telles que définies par le droit existant soient mises en œuvre, et soutenir le système éducatif public.

Vous trouverez ci-joint un document revenant plus en détail sur nos préoccupations. A peine un mois avant votre discours, les membres de la société civile de plusieurs pays, dont l'Ouganda, ont rencontré des hauts représentants de l'éducation de la Banque mondiale, en vue de discuter spécifiquement de l'essor des écoles primaires privées et payantes, du soutien de la Banque mondiale à leur égard, et notamment du financement de BIA. Ces représentant(e)s de la société civile ne constituaient pas quelques voix éparses, mais bien une part du mouvement mondial en faveur du droit à l'éducation, unis de manière ferme et déterminée autour de ces questions. C'est notamment pour cette raison que nous sommes particulièrement déçus d'entendre vos récents propos. Cependant, nous comprenons que vous êtes tenu de nouer un dialogue avec la société civile, et nous espérons que vous prendrez nos remarques en considération et agirez en conséquence.

**Nous appelons notamment la Banque Mondiale à :**

- cesser de promouvoir le modèle de Bridge International Academies et autres écoles privées payantes, et à réengager publiquement la Banque mondiale en faveur d'une éducation de base universelle, gratuite et obligatoire ;
- cesser tout investissement dans Bridge International Academies et autres prestataires d'éducation de base privés et demandant des frais de scolarité ;
- prévoir de nouveaux investissements de la Banque Mondiale dans les systèmes d'éducation de base au Kenya et en Ouganda ;
- éviter de tenir compte de preuves émanant de fournisseurs d'éducation privés, et appuyer plutôt ses politiques sur des études indépendantes et rigoureuses, évaluant l'impact des modèles d'éducation sur le droit à l'éducation dans son ensemble, et notamment sur la discrimination et la ségrégation ;
- écouter les préoccupations de la société civile et agir en conséquence, en tenant sérieusement compte de leurs points de vue à l'heure d'évaluer et d'envisager des modèles prônés par Bridge International Academies et autres fournisseurs d'éducation de base privés et demandant des frais de scolarité.

## Organisations signataires

Organisation	Pays
1. ActionAid International Kenya	Kenya
2. ActionAid International Uganda	Uganda
3. Civil Society Budget Advocacy Group	Uganda
4. Community Restoration Initiative Project	Uganda
5. East African Centre For Human Rights (EACHRIGHTS)	Kenya
6. Elgon Benet Indigenous Organisation	Uganda
7. Federation Of Women Lawyers – Kenya (FIDA Kenya)	Kenya
8. Foundation for Human Rights Initiative	Uganda
9. Girls Education Movement Uganda Chapter	Uganda
10. Hakijamii	Kenya
11. Initiative for social and Economic Rights	Uganda
12. Kenya National Union Of Teachers (KNUT)	Kenya
13. Kenya Youth Foundation	Kenya
14. Kisumu Social Rights Association	Kenya
15. Kituo Cha Sheria – Legal Advice Centre	Kenya
16. Legal Brains Trust Uganda	Uganda
17. Mathare Association	Kenya
18. Mburugu & Kanyonge Associates Advocates	Kenya
19. Muungano Wa Wanavijiji- (Federation of the Urban Poor)	Kenya
20. National Union of Disabled Persons in Uganda	Uganda
21. Pan African development education and advocacy programme	Uganda / Nigeria
22. Rights Promotion and Protection Centre	Kenya
23. Soweto Forum	Kenya
24. The Eastern Africa Collaboration For Economic Social Cultural Rights (EACOR)	Kenya
25. The Kenya section of International Commission of Jurists (ICJ Kenya)	Kenya
26. Uganda National Teachers Union (UNATU)	Uganda
27. Uganda Society for Disabled Children	Uganda
28. United Organisation for Batwa Development in Uganda (UOBDU)	Uganda
29. Western Water and Sanitation Forum	Kenya
30. Women of Uganda	Uganda

### *Organisations qui ont signé en solidarité*

Les organisations suivantes signent la lettre ci-dessous en solidarité avec les organisations au Kenya et en Ouganda.

Organisation	Pays
31. Action Paysanne Contre la Faim RDC	Democratic Republic of Congo
32. ActionAid International	International
33. Africa Network Campaign on Education For All (ANCEFA)	Africa region
34. Albanian Coalition for Child Education	Albania
35. American Federation of Teachers (AFT)	United States

36. Arab Network for Civic Education	Arab region		
37. Arabic Campaign for Education for All	Arab region		
38. Armenian Constitutional Right-Protective Centre" (ACRPC)	Armenia		
39. Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE)	Regional – Asia-Pacific		
40. Attac/CADTM Maroc	Morocco		
41. Australian Education Union (AEU)	Australia		
42. Bank Information Centre	USA		
43. Brazilian Campaign for the Right to Education	Brazil		
44. Campaign for Popular Education (CAMPE)	Bangladesh		
45. Centre de Recherche et d'Action pour le Developpement	Haiti		
46. Civil Society Network for Education Reforms (E-Net Philippines)	Philippines		
47. CNCD-11.11.11	Belgium		
48. Coalición Colombiana por el Derecho a la Educación	Colombia		
49. Coalition Béninoise des Organisations pour l'Éducation Pour Tous (CBO-EPT)	Benin		
50. Coalition camerounaise des ONG de l'Éducation (CEFAN)	Cameroon		
51. Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Éducation Publique (COSYDEP)	Senegal		
52. Coalition Marocaine pour l'Éducation pour Tous	Morocco		
53. Coalition Nationale de l'Éducation Pour Tous en RDC	Democratic Republic of Congo		
54. Coalition Nationale pour l'Éducation Pour Tous (CN-EPT/BF)	Burkina Faso		
55. Coalition Nationale Togolaise pour l'Éducation Pour Tous	Togo		
56. Coalition nigérienne des Associations Syndicats et ONG de campagne Education Pour Tous (ASO-EPT Niger)	Niger		
57. Confederação Nacional de Acção Sobre Trabalho Infantil	Portugal		
58. Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Developpement	Democratic Republic of Congo		
59. Edmund Rice International	International		
60. Education For All Sierra Leone	Sierra Leone		
61. Education for all Somalia	Somalia		
62. Education International	International		
63. Egyptian Center for Housing Rights	Edypt		
64. Egyptian Coalition for Education	Egypt		
65. Equal Education	South Africa		
66. Fédération Internationale des Ceméa (FICEMA)	International		
67. Fédération Nationale des Associations de Parents d'élèves du Maroc (FNAPEM)	Morocco		
68. Foro por el Derecho a la Educación	Chile		
69. Foundation For Environmental Rights,Advocacy & Development(FENRAD)	Nigeria		
70. GCE Irish Coalition	Ireland		
71. GCE Italy	Italy		
72. GCE Netherlands	Netherlands		
73. Georgian Coalition for education For All	Georgia		
74. Ghana National Education Campaign Coalition	Ghana		
75. Global Campaign for Education	International		

76. Global Campaign for Education, US (GCE-US)	USA
77. Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights	International
78. Global Justice Now	United Kingdom
79. Human Dignity	Regional - Africa
80. IBIS	International
81. International Accountability Project	International
82. International Trade Union Confederation (ITUC)	International
83. International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers Associations (IUF)	International
84. Jiwir éducation et développement	Morocco
85. Jordanian National Coalition	Jordan
86. Labour, Health and Human rights Development Centre	Nigeria
87. Latin America and the Caribbean Social Science Council (CLACSO)	Latin American region
88. Latin American Campaign for the Right to Education (CLADE)	Latin American region
89. Lumière Synergie pour le Développement	Sénégal
90. Mouvement Anfass Démocratique	Morocco
91. Mouvement Ivoirien des Droits Humains (MIDH)	Ivory Coast
92. Mwalimu Nyerere Chair in Pan African Studies	Regional – Africa
93. National Coalition for Education (NCE India)	India
94. NGO Education Partnership (NEP)	Cambodia
95. Organisation démocratique du Travail	Morocco
96. Organising Bureau of European School Student Unions (OBESSU)	Regional – Europe
97. Organising Bureau of European School Student Unions (OBESSU)	Regional – Europe
98. PREMICONGO	Democratic Republic of Congo
99. Privatisation in Education Research Initiative	International
100. Public Interest Law Center (PILC)	Chad
101. Public Services International	International
102. Réseau des Organisations du Secteur Educatif	Niger
103. Réseau Ivoirien pour la Promotion de l'Education Pour Tous (RIP-EPT)	Ivory Coast
104. Right to Education Forum	India
105. Right to Education Project	International
106. Rukmini Foundation	USA
107. Rwanda Education For All Coalition (REFAC)	Rwanda
108. SECTION27	South Africa
109. Sudanese Collation for Education for All	Sudan
110. Syndicat National Autonome de l'Enseignement Secondaire (SNAES)	Cameroon
111. The Bretton Woods Project	International
112. The Child Labor Coalition	USA
113. The National Consumers League	USA
114. urgewald	Germany
115. Vanuatu Education Policy Advocacy Coalition (VEPAC)	Vanuatu
116. Yemeni Coalition For Education For All	Yemen